

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/TBT/Notif.00/245  
25 mai 2000

(00-2120)

## Comité des obstacles techniques au commerce

### NOTIFICATION

La notification suivante est communiquée conformément à l'article 10.6.

1.	<b>Membre de l'Accord adressant la notification:</b> <u>BELGIQUE</u> <b>Le cas échéant, pouvoirs publics locaux concernés (articles 3.2 et 7.2):</b> Belgique
2.	<b>Organisme responsable:</b> Ministère des affaires économiques Administration Qualité et Sécurité – Sécurité des produits North Gate III – Boulevard Roi Albert II, 16 B – 1000 Bruxelles Téléphone: + 32 2 206 49 01 Téléfax: + 32 2 206 57 52 <b>L'organisme ou l'autorité désigné pour s'occuper des observations concernant la notification doit être indiqué s'il est différent de l'organisme susmentionné:</b>
3.	<b>Notification au titre de l'article 2.9.2 [X], 2.10.1 [ ], 5.6.2 [ ], 5.7.1 [ ], autres:</b>
4.	<b>Produits visés (le cas échéant, position du SH ou de la NCCD, sinon position du tarif douanier national. Les numéros de l'ICS peuvent aussi être indiqués, le cas échéant):</b> Des événements, limités dans le temps et dans l'espace, pendant lesquels un organisateur fournit à un ou à plusieurs consommateurs directement un service aux fins de la distraction et/ou du divertissement, par le biais d'une installation mise à la disposition à cet effet, étant précisé que l'attrait pour le consommateur pour participer à un tel événement est principalement la sensation de danger, de risque et/ou de challenge qu'il ressent.  Il s'agit, entre autres, de: saut à l'élastique, scad-diving, canyoning, base jumping, death-rides et rafting.
5.	<b>Intitulé, nombre de pages et langue(s) du texte notifié:</b> Arrêté royal relatif à la réglementation ayant trait aux événements de divertissement extrême (8 pages, français et néerlandais)
6.	<b>Teneur:</b> Pendant toute la durée de l'événement, l'organisateur est responsable de la sécurité des services qu'il propose.  Un coordinateur de sécurité doit être engagé. Un événement de distraction extrême ne peut avoir lieu que si l'obligation générale de sécurité est respectée. À l'aide d'une liste des dangers, par catégorie qui peut éventuellement être déterminée par le Ministre, une analyse des risques est effectuée et des mesures de prévention sont appliquées. La conformité à une norme européenne de sécurité présume un état du matériel ne représentant aucun risque.

<b>7.</b>	<b>Objectif et justification, y compris la nature des problèmes urgents, le cas échéant:</b> Explication des exigences générales imposées par la Loi du 9 février 1994 relative à la sécurité des consommateurs
<b>8.</b>	<b>Documents pertinents:</b> -
<b>9.</b>	<b>Date projetée pour l'adoption:</b> <b>Date projetée pour l'entrée en vigueur:</b> } 60 jours
<b>10.</b>	<b>Date limite pour la présentation des observations:</b>
<b>11.</b>	<b>Entité auprès de laquelle le texte peut être obtenu:</b> point national d'information [X] <b>ou adresse, courrier électronique et numéro de télécopie d'un autre organisme:</b> CIBELNOR